dollars ne se résolvent pas en une nuit; pour mener à bonne fin un tel projet, il faut des années. C'est la même chose qui se passe dans notre pays. Pour l'aide alimentaire, par exemple, l'aide en marchandises et l'aide technique, les chemins à parcourir entre la levée des fonds et les déboursements sont, bien entendu, plus courts. Les fonctionnaires de l'ACDI ont fait de grands efforts dans ces domaines pour diminuer au minimum ces chemins à parcourir.

Deuxièmement, certaines améliorations restent à faire. La structure des directions générales de la planification et des opérations de l'ACDI permet maintenant un travail beaucoup plus fructueux. Notre capacité d'accélérer la mise en oeuvre des projets peut être améliorée par l'augmentation du personnel et d'un personnel familier avec la région dans laquelle il est appelé à travailler et qui soit qualifié dans le développement international. C'est un point qui n'a pas été suffisamment souligné jusqu'à présent. Le développement international est un champ relativement neuf. L'ACDI a pris ses propres expériences en ce qui concerne les qualifications spéciales exigées pour son personnel. Je dois dire qu'une nouvelle catégorie de fonctionnaires spécialisés dans le développement prend actuellement naissance, et nous en avons besoin de plus en plus.

D'autres améliorations peuvent être réalisées si plus de décisions mineures sont faites sur-le-champ, peut-être grâce à la décentralisation à partir d'Ottawa, du pouvoir d'approuver des projets moins importants jusqu'à un certain plafond. Jusqu'à il y a peu de temps, le souci de l'ACDI a été de prévoir les engagements des fonds actuels. Nous pouvons maintenant passer bien loin au-delà de ce point.

Enfin, à la suite de l'examen de la politique étrangère, l'ACDI a une nouvelle souplesse et nous devons tirer le parti maximum de la mise en oeuvre de notre aide.

5. Éveiller l'intérêt et encourager la participation du peuple canadien.

Oublions pour l'instant les dollars et les chiffres. La coopération au développement international ne se résume pas à cela; elle se fonde sur un idéal d'une société du partage, d'un monde où les peuples sont solidaires les uns des autres. Dès lors, l'apport du Canada ne saurait être que financier et technique. Il doit aussi avoir un caractère humaniste qui l'identifie au départ et à l'arrivée. Pour ce faire, il importe que le peuple canadien s'intéresse et participe dans toute la mesure du possible à la coopération au développement international. Il s'agit donc de développer une attitude d'esprit, un comportement durable plutôt que de mener une campagne à court terme au profit de tel projet ou de tel objectif.

Il nous faut reconnaître que cette entreprise a été menée jusqu'ici sans grande continuité ni progression méthodique. Et ce n'est pas brimer l'enthousiasme ou les brillantes initiatives de ceux qui se sont employés à sensibiliser les Canadiens aux problèmes du développement international que de souligner ce qui reste à faire. On peut citer d'excellents départs dans cette vaste entreprise d'information populaire, -- la Marche pour les millions en est un bel exemple --, mais ce ne sont que des commencements.

Un effort concerté d'une envergure beaucoup plus considérable devra être organisé si l'on veut s'assurer l'intérêt et la participation de la population canadienne. Le Canada possède évidemment un vaste réservoir d'experts et de compétences. De plus, la croissance de notre programme de coopération